

# L'économie marginaliste : une science des quantités de jouissance ?

Publié dans *Tétralogiques*, n° 15, 2003

Jean-Michel Le Bot \*

22 décembre 2007

Mon intervention n'est pas sans lien avec l'actualité. On a beaucoup parlé en France, au soir du 21 avril 2002 et dans les jours qui ont suivi, de la « crise du politique ». Or il me semble que cette « crise du politique » est aussi la crise du modèle qui préside aux différentes politiques. Et ce modèle, à gauche comme à droite, est un modèle économiste ou économiciste. Peut-être alors que la crise dont on parle est d'abord celle de l'économicisme contemporain ; peut-être que l'anthropologie spontanée d'une majorité de politiques, qui est une anthropologie économiciste, ne leur permet pas de comprendre les mutations en cours. Du coup, ils sont étonnés, par exemple, de voir resurgir la question identitaire, telle qu'elle est posée par le Front National, alors que les sacrosaints indicateurs économiques (et notamment le fameux taux de croissance) étaient plutôt bons. L'ex-premier ministre, Lionel Jospin, l'a d'ailleurs d'une certaine manière reconnu en déclarant lors d'une intervention à la télévision (avant le premier tour des élections présidentielles) qu'il avait eu la naïveté de croire qu'une croissance plus forte et une diminution du chiffre du chômage (ce qui ne veut pas forcément dire d'ailleurs une diminution du chômage) suffisaient à faire disparaître les inquiétudes en matière d'insécurité.

Crise politique donc, liée à une crise, non perçue par la plupart, du modèle anthropologique économiciste dominant. Mais aussi crise morale, que ce modèle économiciste ne permet pas plus de comprendre. Car n'assiste-t-on pas à une polarisation, avec d'un côté une recherche quasi névrotique du risque zéro et de l'autre une profusion psychopatoïde d'incontinents ?

---

\*Maître de Conférence en Sociologie au département AES (Administration économique et sociale) de l'Université Rennes 2. Chercheur au LARES.



D'un côté donc l'incontinence : à tous les niveaux de l'échelle sociale, des incontinents qui font quasiment sous eux quand ça vient où ça vient en fonction de leurs seules « envies » (cf. l'état du terrain après une rave party, mais aussi bon nombre d'« affaires »). Mais est-ce étonnant dans une société de consommation qui fait justement de la satisfaction immédiate des envies vertu car c'est bon pour la « croissance » et les profits ? Le slogan d'une célèbre chaîne d'hypermarchés : « Géant j'ai envie », nous semble parfaitement illustrer cette tendance. C'est un slogan carrément psychopathe. Mais c'est encouragé par l'économicisme ambiant.

Ceci dit, d'un autre côté, on a une recherche du risque zéro avec un évitement phobique (ou « phoboïde ») de tous les dangers potentiels (qu'ils soient alimentaires ou autres) doublé d'une tendance obsessionnelle à multiplier les contrôles (dans le domaine agro-alimentaire, par exemple, bien des produits sont contrôlés par des organismes de contrôles, qui doivent eux-mêmes être contrôlés. Et j'ai vu dans le monde de l'agriculture biologique se demander qui contrôlera les contrôleurs qui contrôlent les agriculteurs ! Mais qui contrôlera les contrôleurs qui contrôlent les contrôleurs qui contrôlent les agriculteurs ? Je caricature à peine ! C'est vraiment le genre de question qui est posé.).

On aurait donc une crise morale que le modèle économiciste ambiant, qui tient lieu d'anthropologie à beaucoup, ne permet pas de comprendre. Mais si ce modèle est faux encore faut-il comprendre d'où il vient et surtout comment il s'articule. C'est pourquoi j'ai voulu revenir aux économistes marginalistes (dits aussi néo-classiques) qui ont posé les bases de ce qui est aujourd'hui la théorie économique orthodoxe, celle qu'on enseigne à tous les étudiants en économie du monde, de Chicago à Moscou, voire Pékin, en passant par Paris, celle qui inspire les discours et politiques libérales, y compris parfois « socialistes », ou les politiques d'ajustement du Fonds monétaire international, condition d'attribution des aides financières, etc. Plus précisément, je suis revenu à Pareto, connu à la fois comme économiste et comme sociologue, et à qui Jean Gagnepain a repris le concept d'ophélimité.

Je vais développer deux points. Je reviendrai d'abord en quelques mots sur la « sociologie » spontanée des néo-classiques qui n'est autre qu'une physique sociale, avant de me demander si les marginalistes ne présentent pas malgré tout un certain intérêt en tant qu'ils auraient posé quelques jalons pour une science des quantités de jouissance, au détriment cependant d'une prise en compte de l'autre axe, celui de la qualité (Le Bot, 2002).

# 1 La « sociologie » des néo-classiques : une physique sociale

La pensée de Pareto s'inscrit dans la révision théorique effectuée à partir de 1870 par les « néo-classiques » (W.S. Jevons, C. Menger, L. Walras). Leur but est avant tout politique : démontrer « scientifiquement » les avantages du libéralisme économique en réaction aux thèses socialistes et notamment marxistes qui commencent à rencontrer un certain succès (Marx a publié le *Manifeste communiste* en 1848 et le premier volume du *Capital* en 1867). Pour cela, ils cherchent à trouver des lois des phénomènes sociaux en tous points analogues aux lois énoncées par la physique au sujet des phénomènes naturels. Cette science naturelle de l'échange, cette « physique sociale », leur permettrait de définir comme naturel l'ordre économique et social.

Sur ce point, les « néo-classiques » retrouvaient l'argumentation d'un « classique » tel que Ricardo : les lois qui gouvernent la répartition du produit de la terre entre les différentes classes sous le nom de rente, profit et salaire et dont la détermination constitue selon Ricardo le principal problème de l'économie politique sont conçues dans son optique comme des lois naturelles. C'est d'ailleurs pourquoi Bentham, après la publication en 1817 par Ricardo de son principal livre, *Principes d'économie politique et de l'impôt*, renonça à sa tentative de fonder une science économique sur le calcul des plaisirs et des peines et fit adopter par son école le système de Ricardo, ne croyant pas que l'on puisse mieux démontrer que les phénomènes sociaux, comme les phénomènes physiques, sont régis par des lois naturelles.

Cela a déjà été bien argumenté, notamment par Dominique Méda (1995). Je me limiterai donc à quelques rappels.

Léon Walras, par exemple, distingue trois types de science : la science pure, qui s'occupe des faits naturels, la science appliquée, qui s'occupe des relations homme/nature et la science morale ou sociale qui s'occupe des relations entre les hommes.

L'économie peut donc être pure, appliquée ou sociale (morale).

L'« économie politique appliquée », qui est un art, traite selon Walras de l'industrie, c'est-à-dire aussi bien des « opérations d'industrie proprement dites » que des « opérations relatives à l'organisation de l'industrie dans la division du travail ».

L'« économie sociale », quant à elle, est une « morale » qui traite de « l'appropriation légitime ou conforme à la justice » de la richesse sociale .

Quant à l'économie pure, elle s'occupe, selon Walras, de faits naturels :

« Le blé, écrit Walras, vaut 24 F l'hectolitre. Remarquons d'abord que ce fait a le caractère d'un fait naturel. Cette valeur du blé en argent, ou ce prix du blé, ne résulte ni de la volonté du vendeur, ni de la volonté de l'acheteur, ni d'un accord entre les deux. [...] Le fait de la valeur d'échange prend donc, une fois établi, le caractère d'un fait naturel, naturel dans son origine, naturel dans sa manifestation et sa manière d'être. Si le blé et si l'argent ont de la valeur, c'est parce qu'ils sont rares, c'est-à-dire utiles et limités en quantité, deux circonstances naturelles. Et si le blé et si l'argent ont telle valeur l'un par rapport à l'autre, c'est qu'ils sont respectivement plus ou moins rares, c'est-à-dire plus ou moins utiles et plus ou moins limités en quantité, encore deux circonstances naturelles, les mêmes que ci-dessus (Walras, 1900, p. 26-27) ».

Walras fait ensuite remarquer le caractère mathématique de ce fait : le blé vaut 24 F l'hectolitre.

« La valeur d'échange, en conclut-il, est donc une grandeur et, on peut le voir dès à présent, une grandeur appréciable. Et si les mathématiques en général ont pour objet l'étude des grandeurs de ce genre, il est certain qu'il y a une branche des mathématiques, oubliée jusqu'ici par les mathématiciens, et non encore élaborée, qui est la théorie de la valeur d'échange (p. 29). »

De même, explique alors Walras, qu'il existe une mécanique pure (la théorie mathématique des forces et des vitesses) qui doit précéder la mécanique appliquée,

« il y a une économie politique pure qui doit précéder l'économie politique appliquée, et cette économie politique pure est une science tout à fait semblable aux sciences physico-mathématiques. [...] Si l'économie politique pure, ou la théorie de la valeur d'échange et de l'échange, c'est-à-dire la théorie de la richesse sociale considérée en elle-même, est, comme la mécanique, comme l'hydraulique, une science physico-mathématique, elle ne doit pas craindre d'employer le langage et la méthode des mathématiques (ibid.) ».

Bref, chez Walras, pour qui il n'y a de science que physico-mathématique, la dissociation, au sein des faits économiques, c'est-à-dire des faits « qu'engendre

la limitation dans la quantité des utilités ou la rareté des choses (p. 25) », entre

1. faits de la valeur d'échange, comme objet de l'économie politique pure,
2. faits de l'industrie, comme objet de l'économie politique appliquée et
3. faits de la propriété, comme objet de l'économie sociale,

est ce qui lui permet de concevoir un ordre de faits économiques en tous points identifiables à des faits « naturels » et donc susceptible de faire l'objet d'une science physico-mathématique : les faits de valeur d'échange et d'échange, définis comme objet de l'économie politique pure.

La démarche de l'économiste à l'égard du « social », malgré la distinction, à côté de l'économie politique pure, d'une économie politique appliquée définie comme art traitant notamment de la division sociale du travail et d'une économie sociale définie comme morale traitant de la justice sociale, est dès lors analogue à la démarche à l'égard du « langage » du formaliste logique qui, « se croyant déjà nanti des critères de toute scientificité possible et observant que le langage naturel ne s'y prête guère [conclut] à l'irrationalité logique du langage et des langues pour ne plus se consacrer qu'à l'artifice d'une intelligence qui confond le rationnel avec ce qui est accessible à l'ordinateur. La reconstruction logique d'un langage enfin libéré de l'ambiguïté de la parole naturelle en accédant à l'univocité contrôlée des relations sémantiques alterne alors avec l'annonce d'un ineffable dont les littéraires se font volontiers les avocats (Laisis, 1991, p. 19) ».

Car telle est bien la démarche néo-classique : se croyant déjà nanti des critères de toute scientificité possible et observant que l'« économie naturelle » ne s'y prête guère (c'est-à-dire en réalité l'« économie historique » avec ses interventions de l'État, ses conflits du travail, son opposition syndicale, etc.), l'économiste néo-classique ou son épigone conclut à l'irrationalité logique de cette « économie naturelle » pour ne plus se consacrer qu'à l'artifice de « l'équilibre général », dans « l'harmonie » d'une « concurrence pure et parfaite », qui confond le rationnel avec ce qui peut être mis en équations, voire, là aussi, avec ce qui est accessible à l'ordinateur. La reconstruction logique d'une « économie » enfin libérée des conflits sociaux d'appropriation et accédant à l'univocité contrôlée des échanges entre « agents économiques » parfaitement transparents les uns aux autres (la « concurrence pure et parfaite ») alterne ici avec l'annonce d'un désordre « social » et d'un ineffable « humain » (que prétendent traiter en politique les fameux « plans sociaux »).

Chez les néo-classiques, dont les conceptions informent très largement la

« science économique » contemporaine, l'altérité et le conflit fondateurs du social sont ainsi d'emblée, sinon forclos, du moins déniés, ce qui n'a rien d'étonnant si l'on sait qu'il s'agit aussi de justifier le libéralisme économique et de « proclamer comme vérités éternelles les illusions dont le bourgeois aime à peupler son monde à lui, le meilleur des mondes possibles » (Marx, 1965, p. 604).

Mais dès lors que l'altérité et le conflit sont ainsi éliminés d'emblée de la théorie économique, il est entièrement vain de vouloir ensuite s'en servir pour rendre compte de la manière dont « circulent les produits de l'industrie humaine » (Cournot, cité par Denis, 1990). L'économiste peut raffiner tant qu'il veut la modélisation mathématique, il ne fait jamais plus que spéculer, exploitant une ingéniosité logique qui ne rend compte finalement que d'elle-même.

Et il n'y a finalement aucun paradoxe à conclure que la théorie libérale - avatar de la théorie néo-classique - est « sœur de lait » de celle de la planification centralisée (Sapir, 1996, p. 293) :

« Le primat de la flexibilité autour duquel s'articule le discours libéral moderne trahit une vision de la réalité dominée par l'idée de l'homogénéité; les dangers en sont patents. Quand on ne sait plus penser la diversité, on ne peut plus penser le conflit dans d'autres termes que ceux de l'affrontement entre le juste et le faux, le bien et le mal. On ne veut plus alors de compromis ou d'institutions intermédiaires et l'on est mûr pour toutes les dérives totalitaires » (ibid.).

La théorie libérale, autrement dit, tout comme celle de la planification centralisée, forclot l'altérité instauratrice du social. Méconnaissant que le marché est toujours une construction historique qui n'a jamais que les propriétés des ses instituteurs, elle retrouve ces propriétés sous la forme quasi hallucinatoire d'un « équilibre général » et d'une « main invisible », de même que Comte, ignorant que le monde social n'a que les propriétés que la personne y a construites, retrouvait ces propriétés sous la forme quasi hallucinatoire d'un « ordre des choses » et d'une « histoire naturelle » (Laisis, 1991, p. 157).

Le cas de Pareto - dont on sait qu'il finit par se rallier à Mussolini - apparaît particulièrement symptomatique à cet égard. Ingénieur des chemins de fer devenu économiste, disciple de Walras qu'il rencontra pour la première fois en septembre 1891 et auquel il succéda dans la chaire d'Économie politique de l'université de Lausanne, Pareto crut d'abord pouvoir rendre compte des

phénomènes économiques réels par approximations successives, à partir des modèles d'une économie politique pure, conçue sur le modèle de la physique.

Mais il s'aperçut assez rapidement de l'écart entre l'économie politique « pure » et l'économie politique « appliquée ». Pourtant, il se refusa à accepter cet écart, cherchant au contraire, mais en vain, à le combler (Valade, 1990, p. 55). Même la méthode des approximations successives, empruntées aux « autres sciences naturelles », ne lui permettait pas de rendre compte des phénomènes économiques réels : ces phénomènes lui apparaissaient dépendants d'un contexte sociologique beaucoup plus riche. Plus exactement, il constatait une mutuelle dépendance entre les différents phénomènes sociaux, y compris les phénomènes économiques, dont il s'attacha à rendre compte.

D'où, dès les années 1890, un intérêt pour la sociologie qui le conduisit aux quelques 2 600 pages du *Trattato di Sociologia generale* (1916) sans qu'il n'ait jamais totalement abandonné l'économie politique pure. La sociologie, autrement dit, lui paraissait indispensable en raison de l'insuffisance de l'analyse économique. Ainsi, s'il consacre plusieurs pages des *Systèmes socialistes* (1902-1903) à l'œuvre du libéral français G. de Molinari (1819-1912), c'est parce que ce dernier « a parfaitement compris [...] que la science économique seule ne nous suffit pas pour permettre de juger une organisation sociale donnée » (Valade, 1990, p. 163). Que Pareto ait reconnu cette insuffisance témoigne de son honnêteté. Mais ce ne sera jamais que pour *ajouter*, à côté de l'étude des conduites « logiques », celle des conduites « non logiques ». « Ce qui sera ultérieurement un de ses thèmes les plus originaux, la distinction entre actions logiques et actions non logiques, lui apparut avec les limites qu'il découvrit au pouvoir de l'*homo æconomicus* : '*Gli uomini operano molto più per abitudine che per ragionamento*' » (Valade, 1990, p. 56).

Autrement dit, Pareto ne renonça qu'à contrecœur à la « pureté » de son modèle de départ pour s'intéresser aux « résidus » et aux « dérivations » dont ce modèle ne pouvait rendre compte. Ayant éliminé d'emblée la complexité et la « subjectivité » caractéristiques des phénomènes sociaux pour se consacrer à la fiction d'une économie pure, il essaya de les réintroduire par la bande, en terme de mutuelle dépendance. Sans succès et pour cause. Car seule une sociologie qui tient compte *d'emblée* de cette « complexité » et de cette « subjectivité » peut être autre chose que la projection sur le social de la logique du savant, de même que seule une « linguistique » qui tient compte *d'emblée* de l'impropriété du mot peut être autre chose qu'un jeu logique autour d'un langage fictif.

Le problème est récurrent chez les économistes. D'où cette récente mise en garde d'Edmond Malinvaud (ex-directeur de l'INSEE et de l'ENSAE), à l'égard

d'un certain usage de l'économétrie : « À mon avis, la fonction véritable de l'économie mathématique est d'apporter la rigueur là où on en a besoin. Elle n'est pas de produire des modèles abstraits pour des économies imaginaires » (Malinvaud, 1996, p. 939). Mais n'est-ce pas que les économistes, habités par les postulats mécanicistes et positivistes des fondateurs de leur discipline, sont animés d'un désir de « faire science » qui passe par l'affichage de tous les signes extérieurs d'une scientificité dont la physique reste pour eux l'étalon ? Il y a là une bonne dose d'épate bourgeois, dit Jean Gagnepain (séminaire du 11 décembre 1997, « Le pouvoir, le sport, le gouvernement », inédit). Et surtout sans doute une entreprise de dénégation du pouvoir et du caractère foncièrement historique - donc contingent - des « lois » économiques.

## 2 Une science des quantités de jouissance

Mais que les néo-classiques soient de très mauvais sociologues ne veut pas dire qu'il ne présentent pas néanmoins quelque intérêt pour des sciences humaines qui ne sont pas identifiables à la seule science sociale. En effet, dans le but de démontrer « scientifiquement » les avantages du libéralisme économique en réaction aux thèses socialistes, ils vont rompre avec la thèse classique de la valeur-travail sur laquelle s'était appuyé Marx et adopter la thèse de la valeur-utilité, selon laquelle la valeur d'un bien est relative à l'utilité marginale d'une portion de ce bien (ce qui leur vaut d'être également désignés comme marginalistes).

Tout le problème réside alors dans la définition de l'utilité, ce qui amènera Pareto à distinguer entre utilité et ophélimité. Dans son *Cours d'économie politique* de 1896, V. Pareto écrit que

« l'utilité a généralement dans les auteurs qui ont traité des nouvelles théories le sens d'un rapport de convenance entre une chose et un homme. Mais comme, dans le langage ordinaire, utile s'oppose à nuisible, et que de ces deux sens différents d'un même terme il résulte de nombreuses équivoques, nous devons nous résigner à donner un nouveau nom à l'utilité que nous voulons plus spécialement considérer. Nous emploierons le terme ophélimité, du grec *ophellimos*, pour exprimer le rapport de convenance qui fait qu'une chose satisfait à un besoin ou un désir, légitime ou non. Ce nouveau terme nous est d'autant plus nécessaire que nous aurons besoin d'employer aussi le terme utile dans son acception ordinaire, c'est-à-dire pour désigner la propriété d'une



chose d'être favorable au développement et à la prospérité d'un individu, d'une race, ou de toute l'espèce humaine (Pareto, 1964, p. 3) ».

Comme Pareto définit l'objet de son étude, c'est-à-dire l'objet de l'économie politique, comme « les phénomènes qui résultent des actions que font les hommes pour se procurer les choses dont ils tirent la satisfaction de leurs besoins ou de leurs désirs » (ibid.), c'est spécialement l'ophélimité qu'il se propose d'étudier et l'économie politique peut être définie, dans son optique, comme la science de l'ophélimité (p. 6). Il définit ensuite l'ophélimité élémentaire qu'il identifie au *final degree of utility* de Jevons, à la *marginal utility* d'autres auteurs anglais et à la *rareté* de L. Walras (p. 10).

« L'observation quotidienne, écrit-il, nous apprend que l'ophélimité de la première portion d'une chose que nous consommons n'est pas, en général, la même que celle de la seconde, celle de la seconde n'est pas la même que celle de la troisième, etc. Un homme pressé par la soif boit trois verres d'eau ; on ne peut pas dire, en général, quelle était l'ophélimité d'un verre d'eau ; il faut distinguer si c'est du premier, du second ou du troisième qu'il s'agit. En d'autres termes, pour un sujet, dans un état donné, l'ophélimité d'une portion d'une chose dépend de la quantité de cette chose que le sujet a déjà consommée, dont il a déjà joui. Si l'on voulait considérer spécialement le sujet, au lieu de la chose, on dirait que cette ophélimité dépend de l'intensité du besoin (ou du désir) qui reste à satisfaire, les premières portions de la chose ayant éteint en partie ce besoin (ou ce désir). [...] L'ophélimité, réduite à l'unité d'une très petite quantité d'un bien économique<sup>1</sup> ajoutée à la quantité dont on a déjà joui, sera nommée l'ophélimité élémentaire qui correspond à cette quantité (p. 9-10). »

Or, cette réflexion de Pareto sur l'ophélimité intéresse au plus haut point l'axiologie.

Nous venons de voir que Pareto définissait l'ophélimité comme « le rapport de convenance qui fait qu'une chose satisfait un besoin ou un désir, légitime ou non (op. cit.) ». L'ophélimité est donc définie en termes de satisfaction et

---

<sup>1</sup>Selon Pareto un « bien économique » est « toute chose qui, soit directement, soit indirectement, par les services qu'elle rend ou les autres choses qu'elle procure, a une ophélimité élémentaire appréciable pour un individu (p. 12). » L'ophélimité étant elle-même définie en terme de jouissance procurée par la consommation des choses, la définition parétienne de l'« économique » est clairement libidinale.

de jouissance. Il résulte de la définition précédemment citée de l'ophélimité élémentaire, que « l'ophélimité a des degrés ; c'est une quantité et comme telle elle est soumise aux lois générales qu'établit la science des quantités. Les nouvelles théories économiques [c'est-à-dire les théories marginalistes « néo-classiques »] ont leur origine dans cette constatation (Pareto, 1964, p.8) ».

« Nous voyons, écrit Pareto, que fort généralement cette ophélimité [l'ophélimité élémentaire] diminue à mesure que la quantité consommée augmente. Un homme qui a soif boit avec un très grand plaisir son premier verre d'eau, avec moins de plaisir un second verre, avec moins encore de plaisir un troisième. (p. 9) ».

« Du besoin d'une chose, on passe par degrés successifs, à la satiété. Le besoin d'un premier pain, par jour, est, pour un homme, beaucoup plus intense que celui d'un second pain. Il est agréable d'entendre un concert pendant une heure ; mais si le concert se prolonge, on finira par y prendre de moins en moins de plaisir. Cette propriété est très générale. [...] Sauf des cas exceptionnels, comme, par exemple, celui que l'on observe quand l'avarice dégénère en une vraie maladie, l'ophélimité, après avoir crû jusqu'à une certaine limite, finit après par décroître. En règle générale, on peut, pour la plupart des biens économiques, admettre le fait de la décroissance de l'ophélimité élémentaire (p. 11-12). »

L'ophélimité donc « a des degrés », c'est une « quantité ». Encore faut-il pouvoir rendre compte de ce caractère quantitatif et discret (au sens mathématique de grandeur discrète) de l'ophélimité. Mais Pareto ne nous a-t-il pas mis sur la piste en évoquant les « cas exceptionnels, comme, par exemple, celui que l'on observe quand l'avarice dégénère en une vraie maladie » ? Le problème du toxicomane, qui, comme le formule J. Mélon « incarne l'idéal du plaisir absolu obtenu dans la décharge à jet continu », ne serait-il pas précisément de ne plus pouvoir poser des degrés d'« ophélimité » (Mettens, 1992, p. 133) ? Autrement dit, l'ophélimité du « toxique », pour le toxicomane, a-t-elle encore des degrés ? La clinique des toxicomanies devrait en tous cas permettre de vérifier la théorie parétienne de l'ophélimité élémentaire qui contribuerait à la théorie axiologique de l'analyse des pulsions naturelles, acculturées en désir humain par un principe de « refoulement » fonctionnant comme une « grille » de sélection instaurant des quantités de jouissance (plus précisément, dans la terminologie de la théorie de la médiation, elle contribuerait ainsi à la théorie de l'analyse générative du cas ou analyse

chrématologique générative)<sup>2</sup>.

On reprochera alors à Pareto de n'avoir considéré que la quantité de jouissance - conformément à sa conception physico-mathématique de la science - au détriment de toute considération de qualité. Or, si le toxicomane, faute de pouvoir poser des degrés d'ophélimité, jouit sans s'arrêter et sans aboutir, le libertin, lui, faute de pouvoir poser des choix qualitatifs d'ophélimité, est contraint à jouir de tout. Le désir n'est pas seulement affaire d'unités et de degrés de jouissance, mais aussi d'identités et de choix de jouissance. En outre, ces choix d'objets du désir ne portent pas seulement sur les « choses » (ophélimité), mais peuvent porter aussi discursivement sur la connaissance (vérité) ou transférentiellement sur l'être (équité). De même donc que Pareto disait de la plupart des traités d'économie politique qu'ils contenaient « trop ou trop peu de considérations étrangères à la science économique<sup>3</sup> » (p. 14), je dirais de l'économie politique pure de Pareto (définie par lui comme science de l'ophélimité) qu'elle contient trop et trop peu de choses pour constituer une perspective axiologique : trop dans la mesure où Pareto persiste à vouloir rendre compte de l'échange (qui relève selon nous de la seule sociologie) et trop peu dans la mesure où Pareto limite sa « science de l'ophélimité » à une science générative des quantités d'ophélimité au détriment de l'axe taxinomique des choix qualitatifs d'objet du désir et ne considère en outre que la seule jouissance des choses sans prendre en compte la jouissance des mots et les transferts de libido. Or l'axiologie est une théorie de la jouissance et de sa formalisation dite « éthique » par l'analyse de la Norme quel que soit l'objet

---

<sup>2</sup>Les exemples donnés par Pareto, comme le faisait remarquer J. Laisis à la suite de mon intervention au colloque, invitent par ailleurs à prêter attention au débitage technique des produits de consommation : l'eau est débitée en verres, le pain en miches de différentes tailles et de différente forme, le vin en bouteilles, etc. Mais les degrés techniques ne doivent pas être confondus avec les degrés axiologiques (comme tend à le montrer le fait qu'on peut cesser de consommer avant d'avoir fini la miche, la bouteille ou le verre : la limite technique ne coïncide pas avec la limite éthico-libidinale). De plus, il faut certainement aussi tenir compte d'un phénomène de satiété naturelle. Un chien, qui par hypothèse n'accède pas à la norme, n'en est pas moins capable de cesser de boire ou de manger ses croquettes (techniquement débitées par le fabricant), dès lors qu'il n'a plus ni soif ni faim ! Et des expériences chez le rat, comme me le faisait remarquer O. Sabouraud, montrent des phénomènes de lassitude face à une même consommation avec un renouvellement de l'appétence quand on introduit dans la cage un nouveau produit... ou une nouvelle femelle (les éleveurs savent tenir compte de ce genre de phénomène pour gérer l'alimentation de leurs troupeaux). Ce qui pose d'ailleurs la question d'une certaine bi-axialisation dès le niveau gestaltique (cf. ici-même la communication de C. De Guibert, G. Clerval et H. Guyard).

<sup>3</sup>C'est-à-dire, selon Pareto, trop au regard de la définition de l'économie comme science de l'ophélimité, mais trop peu cependant pour constituer, par exemple, des traités de droit ou de technologie.

du désir.

## Bibliographie

Henri Denis, *Histoire de la pensée économique*, Paris, Presses universitaires de France, Thémis, 1990.

Jacques Laisis, *Apport méthodologique de la linguistique structurale à la clinique (neurologique et psychiatrique)*, Thèse de doctorat d'État, Université Rennes 2, 1991.

Jean-Michel Le Bot, *Du développement durable au bien public. Essai anthropologique sur l'environnement et l'économie*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Edmond Malinvaud, « Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes ? », *Revue d'économie politique*, 6(106), nov.-déc. 1996.

Karl Marx, « Le capital. livre premier », in *Oeuvres. Économie. T.1*, pages 535–1406, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1965.

Pascal Mettens, « Suggestions pour un abord structural des toxicomanies », *Anthropo-logiques*, (4), 1992, p. 77–120.

Dominique Méda, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, Alto, 1995.

Vilfredo Pareto, *Cours d'économie politique*, Genève, Droz, 1964.

Jacques Sapir, *Le chaos russe. Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*, Paris, La Découverte, 1996.

Bernard Valade, *Pareto. Naissance d'une autre sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1990.

Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, Lausanne, Paris, F. Rouge, F. Pichon, 1900.